



Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XXI-2 | 2016

Economic Crisis in the United Kingdom Today: Causes and Consequences

« Crisis ? What crisis ? » Discours de crise et critique du consensus en Grande-Bretagne (1964-1979)

“Crisis? What crisis?” Building narratives of crisis and criticising consensus politics in Britain (1964-1979)

Marc Lenormand



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/970>

DOI : 10.4000/rfcb.970

ISSN : 2429-4373

Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Référence électronique

Marc Lenormand, « « Crisis ? What crisis ? » Discours de crise et critique du consensus en Grande-Bretagne (1964-1979) », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XXI-2 | 2016, mis en ligne le 10 septembre 2016, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/970> ; DOI : 10.4000/rfcb.970

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

« Crisis ? What crisis ? » Discours de crise et critique du consensus en Grande-Bretagne (1964-1979)

“Crisis? What crisis?” Building narratives of crisis and criticising consensus politics in Britain (1964-1979)

Marc Lenormand

Introduction

- 1 « Crisis ? What crisis ? » sont des mots attribués par la presse conservatrice au premier ministre travailliste James Callaghan lorsqu'en janvier 1979, de retour d'un sommet du G5 en Guadeloupe, il aurait balayé d'un revers de main les questions des journalistes qui l'interrogeaient sur la situation de la Grande-Bretagne, alors en partie immobilisée par une grève des routiers. On voit d'emblée l'usage politique et idéologique fondamental de la mobilisation de la catégorie de crise, qui constitue pour des opposants un motif de disqualification des politiques menées par un gouvernement. L'enjeu pour des opposants est de légitimer l'emploi de la catégorie de « crise » pour qualifier la situation présente, et pour un gouvernement de nier l'application possible d'un tel concept. C'est cette lutte idéologique et discursive autour de la notion de « crise » qui constitue le cœur de cet article. Nous nous employons à comprendre les usages de la notion de « crise » dans les discours critiques et les luttes politiques, à partir d'un examen de l'histoire sociale et politique de la Grande-Bretagne dans les années 1970.
- 2 Nous examinons tout d'abord la façon dont l'analyse de la situation économique de la Grande-Bretagne en termes de « crise », qui se développe dans les années 1960 et 1970, favorise la diffusion et le succès de discours prônant la rupture avec ce qui est alors perçu comme un consensus autour des politiques économiques menées depuis l'après-Guerre. Nous proposons ensuite un coup de projecteur sur un moment compris spécifiquement comme une crise par ses contemporains, à savoir l'« hiver du mécontentement » de

1978-1979. Nous pourrions ainsi observer les mécanismes discursifs de construction de la crise, avant d'évaluer les hypothèses sur l'influence matérielle de l'idée de « crise » à l'aune des transformations politiques qui se produisent effectivement.

La crise comme catégorie idéologique

- 3 C'est la dimension idéologique de la catégorie discursive de « crise » qui est au centre de cette étude. L'idéologie est ici entendue non pas tant comme un discours de légitimation d'un ordre social existant, ce que l'idéologie peut certes être, mais surtout comme une description du monde social visant à orienter la compréhension qu'en ont les acteurs et les actrices, et au final à produire des effets pratiques sur les luttes politiques¹. Comme Reinhart Kosseleck l'a souligné, le terme de « crise » a une origine médicale : c'est le moment de la maladie où se décide le sort du malade, lequel bascule soit vers la guérison, soit vers la mort. L'emploi du terme de « crise », s'il a par la suite connu des inflexions à mesure qu'il passait du champ médical au champ politique et au champ économique, a conservé la connotation de moment d'inflexion décisive dans la trajectoire d'une personne ou d'une entité complexe – État, économie, organisation². Dans le discours de « crise », une série de phénomènes du monde social sont sélectionnés et rassemblés comme indices d'une situation de « crise », et que la construction de cette série de phénomènes comme « crise » a pour fonction idéologique d'appeler à une transformation décisive des pratiques sociales, politiques ou économiques. De ce point de vue, la mobilisation de la catégorie de « crise » possède une fonction critique, au sens d'une réévaluation visant à aboutir à une nouvelle compréhension de phénomènes sociaux, politiques ou économiques.
- 4 On peut rapprocher la « crise » d'un autre terme employé dès le tournant du XX^e siècle pour caractériser la situation présente de la Grande-Bretagne, celui de « déclin », lequel appelle à une action réactive pour renverser la trajectoire présente d'une entité, en l'occurrence l'économie, l'État ou l'empire britannique. La différence entre « déclin » et « crise » est justement cette distinction entre action *réactive* et action *décisive* : alors que le « déclin » appelle une réaction, la « crise » présente un caractère d'urgence : c'est le moment où la trajectoire ultime de l'entité en crise se décide. Il nous semble que c'est au tournant des années 1970 que la catégorie de « déclin », au centre des analyses de la situation de la Grande-Bretagne depuis la dernière décennie, du XIX^e siècle, laisse progressivement la place à la catégorie de « crise » comme catégorie centrale.
- 5 Le terme de « déclin » est mobilisé dès le tournant du XX^e siècle pour rendre compte de la montée en puissance d'économies et de pays concurrents, principalement les États-Unis et l'empire allemand, et donc de la baisse relative du rôle joué par l'empire britannique dans la production industrielle, les échanges commerciaux ou encore l'expansion coloniale³. Dans l'entre-deux-guerres, la catégorie de « déclin » est rejointe et temporairement dépassée par celle de la « crise » qui affecte l'ensemble des pays développés. Ces thématiques s'estompent pendant la Seconde Guerre mondiale, ainsi que pendant la décennie de reconstruction qui la suit. Le thème du « déclin » opère cependant un retour précoce en Grande-Bretagne. Alors même que la production industrielle et le PIB y continuent d'augmenter sans discontinuer jusque dans les années 1970, la Grande-Bretagne est progressivement rattrapée par les pays continentaux et le Japon qui ont dû complètement reconstruire leur appareil productif dans la décennie de l'après-guerre. Une littérature qu'on appellerait aujourd'hui décliniste fait alors son apparition à la fin

des années 1950⁴. La particularité des ouvrages de cette époque est qu'ils critiquent divers aspects de l'organisation sociale et économique britannique, de l'archaïsme des relations professionnelles au mode de recrutement et de formation des élites, mais qu'ils sont compatibles avec l'orientation économique générale poursuivie par les gouvernements depuis 1945, travaillistes comme conservateurs : les ouvrages déclinistes alors les plus lus proposent généralement d'aller plus loin dans le sens de la rationalisation de l'économie, de la planification ou de l'intégration régionale des économies, toutes choses compatibles avec les éléments du consensus d'après-guerre. C'est autour de tels programmes de modernisation de l'économie britannique que travaillistes et conservateurs s'affrontent lors des élections de 1964 et 1970.

- 6 Le passage de la rhétorique du « déclin » à celle de la « crise » s'opère sur une période qui va de 1966 à 1974, lorsque les programmes de modernisation travailliste comme conservateur échouent successivement dans leurs dispositions phares – planification d'un côté, libéralisation de l'autre – et laissent place à des politiques de contrôle des revenus censées restaurer la profitabilité des entreprises, qui mènent à des conflits ouverts et d'ampleur nationale avec les syndicats. Les politiques de contrôle des revenus, qui constituent l'axe majeur d'intervention gouvernementale entre 1966 et 1979, ne remettent pas en cause le cadre général d'économie mixte, de libre échange et d'État social, et s'inscrivent donc dans le cadre de l'orientation générale poursuivie par les gouvernements depuis l'après-guerre⁵. Faisant peser le poids du rétablissement de la profitabilité des entreprises sur les salaires des travailleurs et des travailleuses, le contrôle des revenus est vivement contesté par un grand nombre d'organisations syndicales. Cette contestation, face à laquelle les gouvernements oscillent entre répression et conciliation entre 1966 et 1979, conduit à l'émergence de discours de « crise ».
- 7 Autant les discours déclinistes peuvent voir dans les politiques de consensus une façon de gérer, d'entraver voire de renverser le « déclin » perçu de l'économie britannique, autant penser la situation présente comme « crise » a pour corollaire la nécessité d'une transformation décisive.

Critique et projets de transformation

- 8 Pour les tenants des politiques de consensus, il n'y a pas de « crise » : les difficultés rencontrées par la Grande-Bretagne appellent la persévérance et l'approfondissement des politiques déjà menées. Tout en conservant le même cadre d'économie mixte, de libre échange et d'État social, il faut réformer les relations professionnelles pour diminuer la fréquence et l'intensité des conflits sociaux et favoriser l'investissement, soit en restaurant la marge de bénéfice des entreprises, soit en dirigeant l'investissement de manière plus interventionniste, soit, de manière plus interventionniste encore, en contrôlant les flux de capitaux liés à l'émergence d'entreprises transnationales⁶.
- 9 Il y a « crise », en revanche, pour celles et ceux qui pensent que c'est le cadre même d'économie mixte, de libre échange et d'État social qui est la cause des difficultés de la Grande-Bretagne. Pour la gauche travailliste et communiste, qui pense la situation des années 1970 en termes de crise du capitalisme libéral, c'est l'économie mixte et le libre échange qui sont en cause. Le programme socialiste radical qu'elle promeut, et qui au fil des années 1970 en vient à prendre le nom de « stratégie économique alternative » (« *Alternative Economic Strategy* »), propose ainsi deux orientations principales, qui sont d'un

côté la socialisation d'une part croissante de l'économie, à commencer par les entreprises et les banques les plus importantes, de l'autre l'instauration de mesures de protection sectorielle ou totale⁷.

- 10 Il y également « crise » pour la « nouvelle droite » qui émerge au tournant des années 1970 autour de figures comme Enoch Powell et Keith Joseph, mais crise cette fois du consensus social-démocrate résultant du compromis historique avec le mouvement ouvrier. Pour ces membres de la droite du parti conservateur, inspirés par les travaux d'intellectuels et d'universitaires comme Keith Joseph ou Milton Friedman, les causes de la crise sont l'économie mixte et l'État social, et les remèdes préconisés résident dans la libéralisation totale de l'économie et la réduction d'un État social dépensier et bureaucratique qui affaiblit l'entreprise privée⁸.
- 11 De ce point de vue, la mobilisation de la catégorie de « crise » est indissociable de formes de critiques qui comportent simultanément une force subversive de remise en cause radicale des politiques existantes, et une dimension prospective dans la mesure où les critiques de l'ordre socio-politique sont amenés à produire des contre-programmes.

Analyse d'un moment de crise : l' « hiver du mécontentement » de 1978-1979

- 12 Le fonctionnement de la catégorie de « crise » et sa force critique peuvent être mis en évidence lors de l' « hiver du mécontentement » de 1978-1979. Cet épisode rassemble en fait une série de conflits sociaux hétérogènes au cours desquels, entre septembre 1978 et avril 1979, des groupes de travailleurs dans les secteurs de l'automobile, du transport routier et des services publics principalement, mais aussi dans bien d'autres secteurs, se mettent en grève pour obtenir des augmentations de salaire supérieures à la limite de 5% imposée par le gouvernement travailliste, après déjà trois années de contrôle de l'augmentation annuelle des salaires.
- 13 Le fonctionnement du discours de crise a été analysé par Colin Hay, selon lequel, la narrativisation des événements de l'hiver 1978-79 comme « crise » de la gestion sociale-démocrate a préparé la victoire idéologique de la réaction thatchérienne. Cette construction narrative unifie sous un dénominateur commun une grande variété d'éléments disparates et parfois hétérogènes – des grèves dans différents secteurs, une baisse des stocks dans une usine, des dissensions au sein du parti travailliste⁹. On peut prendre pour exemple d'un tel procédé l'intervention de Margaret Thatcher à la Chambre des communes le 16 janvier 1979. Margaret Thatcher commence son discours en affirmant que la situation présente peut et doit être caractérisée comme une situation de crise :
- Quelle que soit la perception qu'a le Premier ministre de la situation présente de la Grande-Bretagne, l'opposition estime, face aux troubles profonds qu'il traverse, le pays est en crise. Il me semblait que cela ne faisait désormais plus aucun doute, et que la nature et l'ampleur de cette crise, source d'inquiétude profonde pour cette Chambre, nécessitait que nous en débattions dès que possible¹⁰.
- 14 Thatcher associe ensuite les deux conflits en cours mi-janvier 1979, à savoir le conflit dans les transports routiers et le conflit dans les chemins de fer, auxquels elle ajoute les conflits majeurs qui ont eu lieu au cours des derniers mois – dans le transport des hydrocarbures, dans les boulangeries industrielles, dans la presse, à la BBC, dans les aéroports et dans l'automobile – et les luttes locales qui se sont déroulées dans des

hôpitaux et des maisons de retraite. À ce premier effet d'accumulation est superposé un deuxième niveau d'accumulation, celui de l'impact économique des conflits. Thatcher multiplie les sources : la *Freight Transport Association*, la *Road Haulage Association*, *British Rail*, le *British Transport Docks Board*, la *CBI*, *Marks & Spencer* et *Associated Biscuits*, chiffrant de manière détaillée l'impact déclaré par les entreprises¹¹. Dès lors, le débat à la Chambre des communes porte au cours du mois de janvier 1979 sur l'identification par les députés conservateurs d'une situation de « crise » qui nécessite la mise en place de l'état d'urgence, et sur les dénégations répétées du gouvernement.

- 15 Après cette première étape d'identification, où des éléments hétérogènes sont assemblés dans un récit cohérent de « crise », la seconde étape consiste en la définition de cette situation de « crise » comme « crise de ». Les grèves ne sont plus expliquées en termes de conflit entre des employeurs et des employés, mais en termes de « crise » d'une gestion sociale-démocrate de l'économie¹². Les conflits sociaux de l'hiver 1978-79 deviennent une simple illustration du récit de la Grande-Bretagne tombée sous l'emprise des syndicats. Le discours de crise a pour corollaire une rhétorique de l'intervention, de la remise en ordre de la société. Durant l'hiver 1978-79, les médias construisent un contraste entre d'un côté un gouvernement insouciant et de l'autre le désir d'action de Margaret Thatcher¹³. Le gouvernement travailliste se trouve constamment obligé de mettre en avant les mesures qu'il a prises, et d'assurer la chambre et le pays de sa détermination à agir. Ce faisant, il renforce cependant l'idée qu'une « crise » est en cours et qu'une intervention décisive est nécessaire.

Quelle efficacité politique du discours de crise ?

- 16 On voit donc comment fonctionne le discours de crise, de la sélection de phénomènes du monde social à leur organisation cohérente et leur interprétation comme symptômes d'une crise, leur attribution à certaines caractéristiques de l'organisation socio-politique ou aux politiques menées par le gouvernement, enfin à la formulation d'un programme de transformation socio-politique présenté comme permettant de mettre fin à la crise. On peut cependant s'interroger sur l'efficacité politique de ce discours de « crise », afin d'affiner notre compréhension des conditions auxquelles la mobilisation idéologique de la catégorie de « crise » est susceptible de produire des effets politiques. Cela constitue également un garde-fou face à une tentation d'accorder aux idées et à leur diffusion une efficacité pratique immédiate.
- 17 Pour ce faire, on pourra comparer les trajectoires des deux discours de « crise » présentés plus haut. D'un côté le discours de gauche qui pense la situation en termes de crise du capitalisme libéral pour défendre la stratégie économique alternative, de l'autre le discours de droite dont on vient d'analyser le déploiement au cours de l'hiver 1978-1979. La tentation a été grande de prendre, pour point de départ de la discussion, l'arrivée au pouvoir des conservateurs en mai 1979, et leur maintien au pouvoir pendant dix-huit années. À partir d'un tel point de départ, on en conclut soit à des faiblesses fatales de la stratégie économique alternative face à la stratégie économique néo-libérale, sur le plan même de l'analyse économique¹⁴ ; soit à l'efficacité politique des efforts de disqualification symbolique des politiques de consensus au profit des politiques de restauration de l'ordre social et économique au cours de l'hiver 1978-1979¹⁵ ; soit enfin à une adhésion populaire à l'analyse thatcherienne de la situation de crise économique et de ses causes dans l'économie mixte et l'État social défendus par des syndicats hors de

contrôle¹⁶. Dans tous les cas, on accorde au discours de crise de droite un crédit scientifique ou une force idéologique qu'on refuse au discours de crise de gauche.

- 18 Il nous semble nécessaire d'insister tout autant, sinon davantage, sur les conditions matérielles et politiques de diffusion et de réception des discours médiatisent leur efficacité critique de manière déterminante. Plusieurs éléments ont pu être soulignés, depuis le travail d'élaboration et de diffusion de schémas d'analyse économique par les *think tanks* néolibéraux qui acquièrent une audience croissante à droite dans les années 1970¹⁷, jusqu'au contrôle d'une grande partie de la presse écrite par des groupes pro-conservateurs¹⁸. Ces éléments ont cependant été peut-être plus décisifs dans la conversion d'une frange croissante du parti conservateur et du patronat au néolibéralisme, processus seulement ébauché à la fin des années 1970, que dans une éventuelle conversion d'un électorat britannique populaire relativement indifférent à la ligne éditoriale des quotidiens conservateurs qui lui sont destinés¹⁹.
- 19 Ce qui nous apparaît au final plus décisif a été la conquête, assez inattendue, de la direction du parti conservateur par Margaret Thatcher, puis le succès électoral qui a été le sien, lui permettant à partir de son second mandat de mettre en pratique les solutions néo-libérales radicales qu'elle ne pouvait jusqu'alors imposer à un gouvernement conservateur dans lequel les défenseurs des politiques de consensus occupaient toujours des postes clés. Ce succès du *thatcherisme* a aussi été le produit des conflits internes du travaillisme lorsque, du milieu des années 1970 au milieu des années 1980, la division traditionnelle entre la droite et la gauche du parti s'est transformé en antagonisme virulent au sujet de l'orientation du parti, chacune des factions tentant d'orienter le parti, de manière décisive, vers l'accommodation avec le capitalisme ou vers la transition socialiste. L'échec de la stratégie économique alternative, échec donc du discours de crise de gauche à produire des effets critiques décisifs et à parvenir à la mise en œuvre de son programme de transformation radicale, est lié à l'incapacité politique de la gauche syndicale et travailliste à prendre le contrôle du parti travailliste, et entre 1974 et 1979 du gouvernement travailliste.

Conclusion : discours de crise et changement politique

- 20 La « crise » est donc une catégorie idéologique centrale²⁰. Les discours qui s'articulent autour de cette notion, issue du vocabulaire médical, procèdent à une anatomie du corps social et politique pour y identifier les symptômes de dysfonctionnements profonds et donc défendre le projet d'une intervention décisive visant à une guérison de ce corps social et politique prenant la forme d'une remise en ordre. De ce point de vue, les discours de crise constituent une modalité importante des discours critiques visant à une subversion et une transformation des politiques gouvernementales, voire des structures sociales, économiques et étatiques. Ils font ainsi partie de l'arsenal intellectuel et rhétorique des mouvements d'opposition et des activistes politiquement minoritaires au sein de leur propre parti, comme c'est le cas au début des années 1970 tant de Margaret Thatcher au sein du parti conservateur que des partisans de la stratégie économique alternative au sein du parti travailliste.
- 21 Il nous apparaît cependant que, s'ils produisent des effets de déstabilisation intellectuelle et politique des discours majoritaires et s'ils peuvent faciliter l'arrivée au pouvoir des

factions minoritaires, les discours critiques de crise ne produisent pas d'eux-mêmes des effets de transformation sociale et politique. Le contraste entre la trajectoire de la critique de gauche du consensus social-démocrate et celle de la critique de droite est de ce point de vue éclairant. Alors même que la stratégie économique alternative jouit d'appuis importants au sein du parti travailliste, tant dans les syndicats que dans la base du parti et dans la constellation des organes intellectuels de la gauche britannique, elle demeure politiquement minoritaire au sein de la direction parlementaire du parti et du gouvernement. La force, et au final la chance historique du programme néo-libéral thatcherien a résidé dans les opportunités politiques successives qu'ont constitué la déstabilisation de la direction centriste du parti suite aux défaites électorales de 1974, les tensions entre syndicats et gouvernement travailliste entre 1977 et 1979, enfin la division politique durable du parti travailliste après 1979.

- 22 **Marc Lenormand est maître de conférences en civilisation britannique à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 et membre du laboratoire EMMA. Ses recherches portent désormais principalement sur l'histoire intellectuelle du mouvement ouvrier britannique dans la seconde moitié du XX^e siècle.**

BIBLIOGRAPHIE

DIXON Keith, *Les Évangélistes du marché : Les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*, Paris, Raisons d'agir, 1998.

GAMBLE Andrew, *Britain in Decline. Economic Policy, Political Strategy and the British State*, New York, St Martin's, 1994 [1981].

HARTMANN Paul, « News and public perceptions of industrial relations », *Media, Culture and Society*, vol. 1, n° 3, 1979, p. 255-270.

HAY Colin, « Narrating Crisis: The Discursive Construction of the Winter of Discontent », *Sociology*, vol. 30, n° 2, 1996, p. 253-277.

JOSEPH Keith, « Industry, the City of London and Our Economic Future », David COATES et John HILLARD (éds.), *The Economic Decline of Modern Britain: The Debate between Left and Right*, Brighton, Wheatsheaf, 1986, p. 67-76.

HICKSON Kevin, *The IMF Crisis of 1976 and British Politics*, Londres, Tauris Academic Studies, 2005.

KOESTLER Arthur (éd.), *Suicide of a Nation? An Enquiry into the State of Britain Today*, Londres, Hutchinson, 1963.

KOSSELECK Reinhart, « Crisis », *Journal of the History of Ideas*, vol. 67, n° 2, 2006, p. 357-400.

PHELPS BROWN Henry, « What is the British Predicament? », *Three Banks Review*, n° 116 (1977), p. 3-29.

RENAULT Emmanuel, « L'idéologie comme légitimation et comme description », *Actuel Marx*, n° 43, 2008, p. 80-95.

SHANKS Michael, *The Stagnant Society. A Warning*, Harmondsworth, Penguin, 1961.

STEWART Michael, *The Jekyll and Hyde Years: Politics and Economic Policy since 1964*, Londres, Macmillan, 1977.

TAYLOR Andrew, « The Conservative Party and the Trade Unions », John MCILROY, Nina FISHMAN et Alan CAMPBELL (éds.), *The High Tide of British Trade Unionism: trade unions and industrial politics, 1964-1979*, Monmouth, Merlin, 2007 [1999], p. 151-186.

NOTES

1. RENAULT Emmanuel, « L'idéologie comme légitimation et comme description », *Actuel Marx*, n° 43, 2008, p. 80-95. De ce point de vue, ce n'est pas la valeur analytique de la catégorie de « crise », en économie comme en science politique, qui est ici en jeu, mais sa valeur symbolique. La question de savoir s'il y a eu, ou non, détérioration des indicateurs économiques dans les années 1960 et 1970 en Grande-Bretagne, appartient au champ de l'histoire économique, et n'est pas du ressort de cette contribution. Cela ne signifie pas qu'il y aurait une déconnexion complète entre les discours et l'état du monde social, mais simplement que les discours produisent un cadrage du monde social, et jouissent donc d'une autonomie relative, si bien que les données scientifiques qu'on peut produire sur une période, aussi fiables fussent-elles, ne sont pas en mesure d'éclairer notre compréhension de discours relativement autonomes.
2. KOSSELECK Reinhart, « Crisis », *Journal of the History of Ideas*, vol. 67, n° 2, 2006, p. 357-400.
3. GAMBLE Andrew, *Britain in Decline. Economic Policy, Political Strategy and the British State*, New York, St Martin's, 1994 [1981].
4. L'ouvrage de Michael SHANKS et celui dirigé par Arthur KOESTLER constituent les principaux représentants de cette littérature décliniste. KOESTLER Arthur (éd.), *Suicide of a Nation ? An Enquiry into the State of Britain Today*, Londres, Hutchinson, 1963; SHANKS Michael, *The Stagnant Society. A Warning*, Harmondsworth, Penguin, 1961.
5. HICKSON Kevin, *The IMF Crisis of 1976 and British Politics*, Londres, Tauris Academic Studies, 2005, p. 104-105, 207-209.
6. STEWART Michael, *The Jekyll and Hyde Years: Politics and Economic Policy since 1964*, Londres, Macmillan, 1977; PHELPS BROWN Henry, « What is the British Predicament ? », *Three Banks Review*, n° 116 (1977), p. 3-29.
7. GAMBLE Andrew, *op. cit.*, p. 157-168.
8. JOSEPH Keith, « Industry, the City of London and Our Economic Future », David COATES et John HILLARD (éds.), *The Economic Decline of Modern Britain: The Debate between Left and Right*, Brighton, Wheatsheaf, 1986, p. 67-76.
9. HAY Colin, « Narrating Crisis: The Discursive Construction of the Winter of Discontent », *Sociology*, vol. 30, n° 2, 1996, p. 253-277.
10. « Whatever view the Prime Minister may take about the situation in Britain, the Opposition took the view that we were in a position of grave trouble of crisis proportions—I should have thought that that was no longer in doubt—that it was of such a nature and of such proportions as to be of great concern to the House, and that we should debate it at the earliest opportunity. » *Hansard*, House of Commons Debates, vol. 960, 1979, cc. 1524-5.
11. L'intervention de William SHELTON le 22 janvier 1979 à la Chambre des communes procède de la même manière par accumulation et juxtaposition de données. *Hansard*, House of Commons Debates, vol. 961, 1979, c. 56.
12. HAY Colin, *op.cit.*, p. 267.
13. *id.*, p. 271.

14. AUERBACH, Paul, « The Left Intellectual Opposition in Britain 1945 – 2000: the Case of the Alternative Economic Strategy », Socialist History Society Conference, 26-27 septembre 2003.
 15. C'est la conclusion à laquelle parvient Colin HAY, lorsqu'il estime que les conservateurs ont atteint une situation d'hégémonie idéologique dès l'hiver 1978-1979, avant même leur victoire électorale en mai 1979. HAY, Colin, *op.cit.*, p. 256.
 16. TAYLOR Andrew, « The Conservative Party and the Trade Unions », John McIlroy, Nina Fishman et Alan Campbell (éds.), *The High Tide of British Trade Unionism: trade unions and industrial politics, 1964-1979*, Monmouth, Merlin, 2007 [1999], p.
 17. DIXON Keith, *Les Évangélistes du marché : Les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*, Paris, Raisons d'agir, 1998.
 18. C'est ce que soulignent alors les organisations syndicales dans leurs analyses de l'offensive anti-syndicale de la presse britannique. « Media coverage of industrial disputes. Jan – Feb 1979 », TUC Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.292D/786/4 ; « Even hard bitten Fleet Street journalists who happily spend more on a single lunch than dinner ladies take home in a week have been shocked at the papers' anti union hysteria. » *Public Employees*, n° 2, 1979.
 19. HARTMANN Paul, « News and public perceptions of industrial relations », *Media, Culture and Society*, vol. 1, n° 3, 1979, p. 255-270.
 20. Cette catégorie a également des usages scientifiques localisés, en économie et en science politique notamment.
-

RÉSUMÉS

Cet article s'emploie à comprendre les usages de la notion de « crise » dans les discours critiques et les luttes politiques, à partir d'un examen de l'histoire sociale et politique de la Grande-Bretagne dans les années 1970. En effet, l'analyse de la situation économique de la Grande-Bretagne en termes de « crise », qui se développe dans les années 1960 et 1970, favorise la diffusion et le succès de discours prônant la rupture avec ce qui est alors perçu comme un consensus autour des politiques économiques menées depuis l'après-Guerre. Un coup de projecteur sur un moment compris spécifiquement comme une crise par ses contemporains, à savoir l'« hiver du mécontentement » de 1978-1979, permet d'observer les mécanismes discursifs de construction de la crise. Il est cependant nécessaire d'évaluer les hypothèses sur l'influence matérielle de l'idée de « crise » à l'aune des transformations politiques qui se produisent effectivement.

This article explores the uses of the notion of “crisis” in critical discourses and political debates, taking Britain in the 1970s as its material. The analysis and framing of the situation of the British economy as a situation of “crisis” was central to the spread and success of discourses advocating a break with the so-called “postwar consensus”. The examination of the 1978-1979 “Winter of Discontent”, which came to be understood as a moment of “crisis” by its contemporaries, serves to highlight the discursive mechanisms through which crises are constructed. However, there is a need to assess carefully the hypotheses regarding the practical influence of ideas such as that of “crisis” by setting them against actual political changes.

INDEX

Mots-clés : crise, idéologie, hiver du mécontentement, mécanismes discursifs, politique britannique

Keywords : crisis, ideology, winter of discontent, discursive mechanisms, British politics

AUTEUR

MARC LENORMAND

Université Paul-Valéry Montpellier 3, EMMA